

Édito

Le parjure de Trump

Le blasphème n'est pas un bien, car ce n'est jamais positif de blesser inutilement les croyants. Pour autant, et nous l'avons dit, c'est un droit, y compris pour le président des États-Unis d'Amérique. En se servant de la Bible comme d'une arme de propagande, assurément Trump blasphème, et il blesse les juifs, les catholiques, les orthodoxes, les protestants. Comment peut-on avoir l'idée de faire de ce livre de paix un livre de haine? Brandir le livre sacré pour faire taire, y compris par les armes, ceux qui réclament les droits les plus élémentaires de l'humanité, se servir de la parole de Dieu pour nier l'égalité de dignité de tous les êtres humains, c'est à proprement parler un sacrilège. Mais Trump en a le droit. Certes pas le droit moral, mais cela fait longtemps qu'on sait le peu de cas qu'il fait de la morale.

Bien plus, à travers cet usage pervers d'un livre religieux, ce sont tous les croyants qu'il insulte, qu'ils lisent le Coran ou les sùtras. Mais Trump se fiche d'injurier cinq milliards de personnes. Il en a le droit légal. Seulement, il y a plus grave. Pour être président, aux États-Unis, il faut jurer de défendre la Constitution. Jurer, c'est prendre Dieu à témoin. D'ailleurs, le serment se termine par « *Que Dieu me vienne en aide* ». Aussi, l'unité de la nation repose sur le fait de jurer sur la Bible (Trump en a même pris deux le jour de son investiture). Ce livre représente la clé de voûte de la symbolique de l'unité fédérale. En l'utilisant contre son propre peuple, Trump devient parjure. Ce n'est plus le mensonge – ces « *fake* » qu'il affectionne tant – mais le reniement de son serment. Comment cette grande démocratie a-t-elle pu en arriver là? Précisément par la démocratie. La démocratie contient en elle-même la possibilité de se détruire, sinon elle ne serait plus la démocratie. La robustesse d'une démocratie, c'est aussi sa capacité à s'autocorriger pour ne pas disparaître. Une seule solution : voter, voter et voter, comme le dit avec calme et recueillement le frère de George Floyd. Il faudrait aussi que les évangéliques, qui sont à 80% électeurs de Trump, se rendent compte que le blasphème, le sacrilège, le parjure ne sont pas des valeurs évangéliques... et préfèrent l'amour du prochain à ce vieux démon étasunien qu'est la brutalité de l'ordre raciste.

BERTRAND RIVIÈRE

États-Unis, un risque de guerre civile ?

Depuis la mort de Georges Floyd, Donald Trump attise les divisions qui fracturent encore la société américaine plus de cinquante ans après le Civil Rights Act de juillet 1964. Le point avec la politologue Nicole Bacharan.

La situation peut-elle dégénérer ?

Il y a un facteur d'apaisement, puisque les inculpations du policier qui a tué George Floyd et ses complices ont été annoncées. Les gouverneurs, avec les polices locales et la garde nationale de leurs États, semblent contrôler les choses. Cela peut dégénérer, mais ce n'est pas le plus probable. Reste que la demande de justice raciale et sociale va monter, parce qu'on est dans un moment de crise générale très profonde, avec l'épidémie, l'effondrement de l'économie et la présidence Trump, qui est une présidence de crise quotidienne.

Avec ses tweets ravageurs, Trump met de l'huile sur le feu...

La manière dont Trump répond à cette crise est faite pour attiser les flammes. Pas une parole d'apaisement, de compréhension, pour annoncer qu'il allait diligenter des enquêtes, proposer des règlements ou des lois sur l'application réelle des droits civiques. Par ses déclarations, il creuse autant qu'il le peut la division du pays entre ceux qu'il appelle les siens et les autres, ses adversaires, qu'il faut lamener : les maires démocrates de la gauche radicale, les gouverneurs faibles, les gens qui sont dans les rues, qui seraient tous des anarchistes et des terroristes...

Pourquoi a-t-il menacé de déployer l'armée ?

Trump est dans une démarche électorale, d'où sa volonté de montrer avec des militaires qu'il est un homme fort, que lui seul protégera les bons citoyens et les chrétiens. Il a même brandi une bible – à l'envers – pour les convaincre! Mais les circonstances ne requièrent pas du tout l'intervention de l'armée. Et ce serait illégal, il faudrait faire appel à une loi de 1807 qui suppose une insurrection menaçant la survie de la nation. On en est quand même très loin.

Ce discours prend-il auprès de ses partisans ?

Il y a des voix discordantes dans son camp, à commencer par celle de son secrétaire à la Défense, Mark Esper, qui est pourtant un loyaliste. On a aussi entendu protester Jim Mattis, son prédécesseur, extrêmement choqué. Les militaires, eux, ne s'expriment pas, mais ils ont derrière eux des troupes composées à 40% de soldats issus des minorités. Manipuler l'armée comme un outil électoral ne peut marcher qu'auprès de quelques partisans, et encore.

Ces appels officiels à la violence peuvent-ils déboucher sur une guerre civile ?

À Salt Lake City, un homme a sorti un arc pour tirer sur la foule, à Denver des voitures ont pourchassé des manifestants, à Minneapolis un camion-citerne leur a foncé dessus, en Géorgie, un jogger noir a été tué par des espèces de milices locales. Oui, c'est dangereux. Et il y a des pillages, de la casse, ça choque, ça fait peur. Mais je ne vois pas cela dégénérer en guerre civile. Les manifestations pacifiques qui se déroulent avant le couvre-feu rassemblent des gens de toutes les origines. Des policiers mettent un genou à terre en signe de solidarité, des militaires et des gardes nationaux fraternisent avec les manifestants. La guerre civile, non, mais le risque de violence de la part de gens armés est tout à fait réel.

Le confinement dû au Covid-19 est-il l'une des raisons de cet embrasement ?

Cela accroît le sentiment d'injustice. Face au virus, la vulnérabilité des plus pauvres est réelle. Les Afro-Américains sont frappés de manière disproportionnée, car victimes de tous les problèmes de santé liés à la pauvreté : obésité, diabète, hypertension, maladies cardiovasculaires. Et ils ont été beaucoup exposés dans des postes indispensables et peu payés, tels ceux de livreurs, d'employés de commerce, d'ouvriers des abattoirs, d'aides-soignants. Oui, il y a là aussi un échec de l'intégration, une marque des inégalités.

Qu'est ce qui peut se passer maintenant ?

Les temps qui viennent jusqu'à l'élection de novembre seront nécessairement chaotiques, parce que Trump se nourrit du chaos. L'élection aura lieu, il n'a pas le pouvoir légal d'en changer la date. Mais je ne vois pas de bonne issue. S'il est réélu, la démocratie américaine ne sera plus qu'une coquille vide, parce qu'il piétine les institutions. S'il perd, acceptera-t-il sa défaite? Il parle déjà de complot, de votes illégaux, d'élections truquées. Organisera-t-il la passation de pouvoir? Tout cela est en suspens. C'est extrêmement grave, je ne sais pas si la démocratie américaine pourra survivre...

Propos recueillis par
GUILLAUME DE MORANT